

CLÉMENT LEMELIN, *L'économiste et l'éducation*, Presses de l'Université du Québec, 1998, 612 p.

Denyse L. Dagenais

Volume 74, numéro 2, juin 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/602260ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/602260ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dagenais, D. L. (1998). Compte rendu de [CLÉMENT LEMELIN, *L'économiste et l'éducation*, Presses de l'Université du Québec, 1998, 612 p.] *L'Actualité économique*, 74(2), 273–277. <https://doi.org/10.7202/602260ar>

Recension

CLÉMENT LEMELIN,
L'économiste et l'éducation,
Presses de l'Université du Québec,
1998, 612 pages.

Quoi ou combien produire ?
Comment produire ?
Pour qui produire ?

Ces trois questions nous situent d'emblée dans le champ de préoccupation des économistes. Et c'est à ces trois questions que Clément Lemelin tente de répondre dans son volume *L'économiste et l'éducation*. Notons toutefois que ce n'est pas tellement aux économistes que ce livre s'adresse bien que plusieurs d'entre nous prendront un réel plaisir à le lire. Ce livre s'adresse en fait à toute personne qui s'intéresse à l'éducation : éducateurs, parents, décideurs publics...

C'est une immense fresque que nous livre aujourd'hui Clément Lemelin. Et comme il l'a indiqué lui-même, il a « ratissé large ». L'auteur présente à l'intérieur des 17 chapitres que contient son livre, si ce n'est la totalité des thèmes qui ont été abordés par les économistes spécialisés en économie de l'éducation au cours des 30 ou 40 dernières années, certainement les thèmes les plus importants. Parfois, l'auteur adopte une perspective historique pour faire ressortir l'évolution de la pensée sur un sujet particulier. Mais le plus souvent, il présente différentes visions ou théories sans nécessairement porter un jugement sur la valeur relative des différents points de vue. D'ailleurs, l'auteur ne cherche généralement pas à apporter de réponses précises aux questions soulevées par ces théories ou modèles, mais plutôt à faire part de l'avancement des connaissances dans ce domaine en insistant tout autant sur ce qui est acquis que sur ce qui reste à préciser, et même sur ce qui demeure encore de la pure spéculation. Il fait ressortir les pour et les contre dans chacun des cas, laissant au lecteur le choix de conclure ou le désir de poursuivre la réflexion par lui-même. Et comme à la fin de chacun des chapitres on peut trouver une bibliographie assez importante, les plus curieux pourront pousser plus à fond leur réflexion. En consultant ces bibliographies, les lecteurs qui ne le savaient déjà pourront constater que Clément Lemelin a lui-même publié, seul ou en collaboration, un grand nombre d'articles sur ce sujet. Ce livre n'est donc pas seulement une synthèse faite par quelqu'un qui a beaucoup lu en économie de l'éducation, mais elle est avant tout celle d'un chercheur dans le domaine.

Ce livre témoigne également d'un grand souci pédagogique. Avant d'aborder chacun des principaux thèmes l'auteur explique, dans un langage accessible à tous, les fondements théoriques qui supportent les analyses qui sont présentées par la suite. Ainsi le premier chapitre est consacré à définir l'objet de la science économique, essentiellement le phénomène de rareté. Dans la mesure où les ressources sont rares et peuvent être utilisées à des fins alternatives, il faut faire des choix, établir des arbitrages, rechercher l'efficacité. Ce qui amène l'auteur à aborder la théorie de l'optimum, à définir la frontière de l'utilité de même que la frontière de production, et à préciser les trois grandes questions qui intéressent particulièrement les économistes, à savoir : *Quoi produire ? Comment produire ? et Pour qui produire ?* Ces trois questions servent de fil conducteur tout au long de ce livre.

Mais avant de tenter de répondre à ces trois questions, Clément Lemelin rappelle l'importance des dépenses d'éducation au Québec (chapitre 2). Ce chapitre, comme tous les autres, débute par une citation qui à mon avis traduit bien la pensée de l'auteur sur le sujet : « *Si vous croyez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance pour voir* ». À partir des informations fournies, on peut constater que les efforts du Québec en matière d'éducation sont extrêmement importants et supérieurs à ceux du reste du Canada. Et comme, par ailleurs, le Canada est un des pays industrialisés dont les efforts en éducation sont les plus grands, comme le dit Clément Lemelin : « *il n'est pas exagéré de conclure que si le Québec n'a peut-être pas, comme le prétendait dans les années 1950 son premier ministre, le meilleur système d'éducation au monde, il en a l'un des plus coûteux* » (p. 27). Le chapitre suivant est un survol des travaux à caractère davantage macroéconomique portant sur le rôle de l'éducation dans la croissance et le développement économique d'un pays. D'entrée de jeu, ces premiers chapitres expliquent bien pourquoi les économistes s'intéressent à cet objet d'analyse. Il s'agit d'un domaine qui accapare une grosse part du budget de l'état, et de plus, l'éducation est un facteur important pour expliquer la croissance et le développement économique. On comprend alors que l'économiste qui s'intéresse au premier chef aux problèmes de rareté des ressources et à l'allocation efficace de celles-ci se soit intéressé à ce secteur d'activités.

La section suivante traite de la première question, à savoir : « *Combien produire ?* ». Au premier abord la réponse est simple : on considère qu'un investissement est rentable si les avantages additionnels qu'il procure sont supérieurs aux coûts encourus. Mais, pour bien faire comprendre cette problématique, l'auteur, à juste titre, voit la nécessité de consacrer deux chapitres à l'explication de la méthodologie sous-jacente à l'évaluation de la rentabilité d'un investissement, à savoir l'analyse avantages-coûts, et à l'explication des différents critères retenus pour évaluer cette rentabilité. À cette occasion, il précise les notions d'avantages qui augmentent le bien-être et de coûts qui sont de différentes natures (ressources, temps, etc.). Il met également en évidence les effets de ces investissements sur les différents groupes concernés, en l'occurrence : l'étudiant et sa famille, l'état et la société. Enfin, il consacre tout un autre chapitre à la présentation des méthodes

utilisées pour évaluer les taux de rendement en éducation et des problèmes liés aux calculs de ces taux. Ces explications s'accompagnent d'illustrations qui en facilitent la compréhension. Enfin, l'auteur présente une synthèse des différents travaux portant sur la rentabilité de l'éducation, en distinguant les rendements privés, publics et sociaux. À cette occasion, il donne des résultats d'évaluations qui ont été faites pour le Québec, le Canada et l'Amérique du Nord et il rappelle que plusieurs variables peuvent influencer les rendements, notamment le niveau de scolarité, la filière d'études et le sexe.

Les chapitres 11 à 14 traitent de différents aspects reliés à la question « Comment produire ? ». Fidèle à lui-même, l'auteur commence par expliquer différentes notions de microéconomie, notamment les notions de coût d'opportunité, de fonctions de coûts (moyen, marginal et total) et d'économies d'échelle. Les questions suivantes retiennent particulièrement l'attention : Y a-t-il économies d'échelle dans ce domaine ? Y a-t-il économies de gamme ? Comment varient les coûts selon les filières et les niveaux d'études ? Et enfin, les nouvelles technologies permettent-elles une certaine substitution entre les facteurs de production ou encore une certaine économie de coût ? Je dois dire que cette dernière section est très brève et peu documentée mais le sujet ne manque certainement pas d'intérêt.

« *How money is spent appears to be much more important than how much is spent* » (Hanushek, 1996). C'est avec cette citation que Lemelin introduit un des chapitres majeurs de son livre (chapitre 12) qui traite des facteurs qui influencent le rendement scolaire. On ne peut évaluer la qualité de l'enseignement en mesurant les dépenses ou les coûts qui y sont consacrés, rappelle-t-il à juste titre, mais en considérant le produit. Après avoir expliqué ce qu'on entend par fonction de production et comment cette notion sert à évaluer l'importance relative des différents facteurs qui influencent le rendement scolaire, l'auteur présente les résultats de plusieurs travaux empiriques qui traitent de cette question. Plusieurs variables ont été considérées, mais à date peu de résultats semblent vraiment acquis si ce n'est que le rendement scolaire antérieur, les aptitudes de l'étudiant et les caractéristiques de la famille (particulièrement le niveau de scolarité de la mère) sont reliés positivement au rendement scolaire. Par ailleurs, les variables généralement retenues pour tenir compte des caractéristiques même de l'école qu'on appelle les « facteurs scolaires » (taux d'encadrement, scolarité ou années d'expérience des enseignants, etc.), semblent avoir peu d'influence sur le rendement du moins pour des variations à la marge. Comme l'indique l'auteur lui-même, ces résultats suggèrent à tout le moins que les variables considérées ne sont pas nécessairement celles qui expliqueraient vraiment l'influence des facteurs scolaires sur le rendement. D'ailleurs, l'auteur consacre par la suite deux chapitres à l'organisation du système scolaire.

Dans le chapitre intitulé « *Organisation de système scolaire 1* », on traite entre autres, des conditions de travail des enseignants, du comportement des enseignants à l'école et des professeurs à l'université, de l'évaluation des enseignements et des professeurs par les étudiants ainsi que de la question de leur

imputabilité. Dans le chapitre suivant, « *Organisation du système scolaire II* », on s'intéresse plutôt aux raisons normatives et positives de l'intervention publique et aux formes de l'intervention publique. Ce chapitre traite également des commissions scolaires et de leur financement, de l'école privée et de son efficacité.

Les trois derniers chapitres du livre sont consacrés à la question « *Pour qui produire ?* ». Afin d'aider les non-économistes à bien comprendre la nature des travaux effectués sur cette question et aussi la portée des résultats qui en découlent, l'auteur, explique les notions de demande, d'offre et d'élasticité pour ensuite préciser les variables qui influencent la demande individuelle en éducation : les caractéristiques personnelles et scolaires de l'étudiant, la famille et le milieu, les frais de scolarité, la conjoncture économique, les bénéfices anticipés... Il présente par la suite différentes estimations de l'élasticité de la demande en éducation, notamment celle qui concerne la sensibilité de la demande aux variations des frais de scolarité. Il en conclut que cette élasticité semble très faible et que les étudiants réagissent peut-être davantage à des variations d'autres composantes des coûts qu'ils doivent supporter qu'aux frais de scolarité eux-mêmes (les sacrifices consentis en termes de revenus de travail seraient probablement un bon exemple). L'auteur admet cependant que cette sensibilité n'est pas nécessairement uniforme selon les groupes. Ainsi, elle pourrait être significativement plus élevée pour les étudiants provenant de milieux plus défavorisés. Cette dernière remarque nous amène directement à l'objet du seizième chapitre qui débute par le proverbe « *Tel père, tel fils* » et qui est intitulé « *L'éducation et les inégalités* ». L'auteur consacre tout un chapitre aux questions du rôle de l'éducation dans la distribution des revenus et de ses effets sur la mobilité sociale. « *L'éducation est-elle une force égalisatrice ou un instrument de reproduction de la position sociale ?* ». C'est à cette question que l'auteur apporte des éléments de réponses très nuancés. Il en ressort que l'intervention de l'état en matière d'éducation ne va pas nécessairement vers une plus grande équité, surtout si on considère les niveaux supérieurs d'enseignement. Et le livre se termine justement par un chapitre consacré au financement universitaire dans une perspective d'équité. Ce qui amène l'auteur à soulever les questions suivantes : Faut-il dépenser davantage ? Faut-il répartir le fardeau différemment ? Faut-il modifier la forme de l'intervention publique ?

Notons enfin que l'auteur insiste beaucoup et à juste titre tout au long du volume sur le fait que l'économiste n'est pas le seul à s'intéresser à ce champ d'études. L'éducation intéresse peut-être encore bien davantage les psychologues, les sociologues et évidemment, les spécialistes des sciences de l'éducation. D'ailleurs, certaines des variables retenues dans les modèles de comportements présentés dans ce livre, l'ont été justement parce que les travaux effectués par des spécialistes d'autres disciplines en faisaient ressortir l'importance. L'économiste qui analyse l'éducation s'expose comme le rappelle l'auteur à être vu comme un éléphant dans un magasin de porcelaine, ou encore, comme un chien dans un jeu de quilles ! Il me semble pourtant tellement normal que des spécialistes de différentes disciplines s'intéressent à un même champ d'études. Leurs travaux sont en général

complémentaires et sont souvent sources d'enrichissement réciproque. C'est aussi la vision que transmet Clément Lemelin. Par exemple, dans son chapitre intitulé « Interprétations de la corrélation scolarité-revenu », l'auteur, à l'instar de Blaug, met en parallèle l'interprétation économique, sociologique et psychologique du lien qui existe entre la scolarité et le revenu. À cet égard, ce livre devrait contribuer à réduire le fossé qui malheureusement existe toujours entre les différentes disciplines des sciences sociales, même lorsqu'elles s'intéressent au même objet d'études en l'occurrence, l'éducation.

Denyse L. DAGENNAIS
École des Hautes Études Commerciales